

Changement climatique : l'urgence des 2° C

Qui est avec nous ?

Interview avec Wim Van Hyfte

PhD – Global Head of ESG

Investments & Research

et Vincent Compiègne

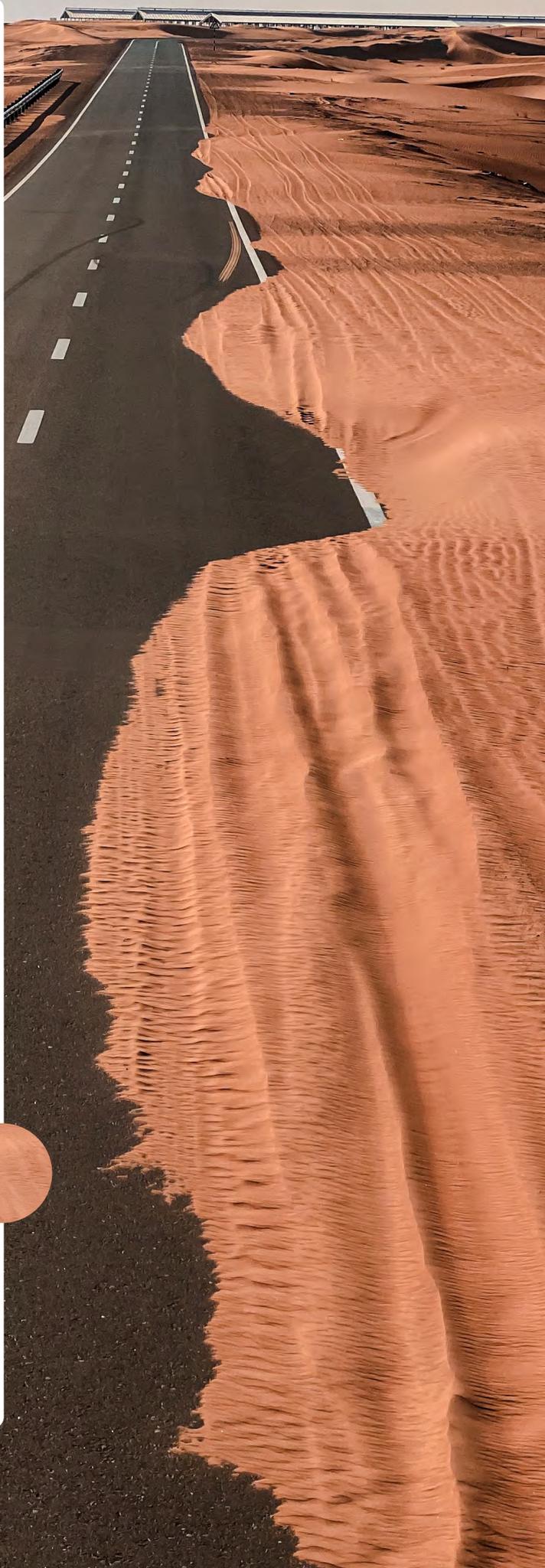
Deputy Global Head, ESG

Investments & Research



JUIN 2019

Communication publicitaire





Changement climatique : l'urgence des 2° C

Qui est avec nous ?

Si en 2015, l'Accord de Paris était signé par 195 pays, en 2018, seuls vingt chefs d'État étaient présents à la COP 24.

Wim Van Hyfte, PhD, Global Head of ESG Investments and Research, et Vincent Compiègne, Deputy Global Head, ESG Investments and Research, échangent sur l'investissement à l'heure du changement climatique et de la transition énergétique.



Wim Van Hyfte

PhD – Global Head of ESG Investments & Research



Vincent Compiègne

Deputy Global Head, ESG Investments & Research

Avons-nous sous-estimé le changement climatique ?

Le changement climatique était considéré à l'origine comme une simple théorie, mais pensez un instant aux évènements climatiques qui dominent l'actualité. Nous ne parlons pas ici d'un ouragan particulier qui annule votre voyage à Disney en Californie ou d'un manque de neige à Courchevel. Il provient de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde entier. Le travail des compagnies d'assurance consiste à prévoir la fréquence, l'intensité et le coût des phénomènes météorologiques extrêmes. Selon Munich Re, le nombre de phénomènes météorologiques extrêmes a été multiplié par deux sur les trente dernières années. On estime que le changement climatique coûte déjà 1 200 milliards de dollars par an, ce qui représente 1,6 % du PIB. Cela fait presque soixante ans maintenant qu'on parle du changement climatique. Son ampleur et sa portée sont toutefois devenues plus évidentes ces dernières années, dépassant le cadre de l'environnement. Il est devenu le « multiplicateur de risque extrême » et source de multiples pressions pour la société : disparités économiques, destruction de la santé humaine, migrations, voire tensions interétatiques.

Qu'en est-il sur le plan scientifique ?

Les preuves parlent d'elles-mêmes ! Les scientifiques sont capables de mesurer le volume des émissions de dioxyde de carbone et des gaz à effet de serre (GES) via l'analyse de fossiles et d'échantillons de glace et de roche. Au vu des données sur une période de deux mille ans, il est facile de constater que la teneur de CO₂ dans l'atmosphère a grimpé en flèche depuis le début de la révolution industrielle en 1751. Le graphique ci-dessous se passe de commentaire ! Il montre que près de la moitié des émissions cumulées de dioxyde de carbone produites par l'activité humaine depuis le début de la révolution industrielle provient des quarante dernières années, selon le GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Et ce que les scientifiques ne mentionnent pas forcément, c'est qu'il faut plusieurs générations pour que le CO₂ et les autres gaz à effet de serre déjà présents dans l'atmosphère disparaissent par les processus naturels.

Figure 1 : Emission de dioxyde de carbone sur deux mille ans

Concentration atmosphérique de CO₂ (ppm)



Source: Scripps CO₂ Program

Quel est l'impact du changement climatique sur mes investissements ?

Le changement climatique provoqué par l'homme en raison des émissions des GES a des conséquences économiques profondes. La lutte contre le réchauffement de la planète représente un enjeu mondial qui affecte la totalité de la chaîne de valeur. Il est impossible d'imaginer un aspect quelconque de l'économie ou de notre vie quotidienne qui ne soit pas étroitement lié au besoin d'énergie, d'électricité ou de chaleur, qui sont encore aujourd'hui en grande partie produites à partir de combustibles fossiles. Pour lutter contre le changement climatique, nous devons passer à une économie « zéro carbone », à savoir un monde sans combustion d'énergies fossiles dans des domaines tels que les transports, la production d'électricité ou les processus industriels. Comme dans toute analyse, il est indispensable de bien comprendre les risques et les opportunités. La transition énergétique représente un élément central des risques liés au climat et des opportunités potentielles.

Les risques liés au climat comprennent par exemple l'augmentation des coûts résultant des changements de politique et de réglementation applicable aux émissions ; les variations de l'offre et de la demande concernant certaines matières premières, produits ou services. Le changement climatique est également source de risques pour la valeur d'actif des entreprises et peut se traduire par des actifs inexploitable ou irrécupérables. Le prix de l'énergie va-t-il exploser si les émissions de carbone sont taxées ? La valeur des centrales électriques sera-telle inférieure à la valeur actuelle de leur actif net comptable ? Les réserves de pétrole perdront-elles de leur valeur si la demande devient inférieure aux prévisions ? On estime que toute exploitation de nouveaux gisements gazier ou pétrolier, autres que ceux déjà en production ou en développement, est incompatible avec la limitation du réchauffement à 1,5°C. Cela signifie que la totalité des 4 900 milliards de dollars de dépenses d'investissement prévus dans ces nouveaux gisements est incompatible avec un réchauffement inférieur ou égal à 1,5°C. Mais il existe aussi des opportunités. Certaines entreprises sont déjà en train de réduire les émissions de GES, en réduisant leurs propres émissions, en rendant l'utilisation de leurs produits plus durable pour le consommateur final ou en développant de nouvelles technologies durables...

Qui procédera à ces changements révolutionnaires ?

Tout le monde ! Les entreprises, les investisseurs, les consommateurs et les gouvernements, par le biais de notre comportement. D'une part, parce que nous avons une énorme responsabilité, et d'autre part, parce que c'est notre comportement qui déterminera la nature et la rapidité de notre action. Comme l'a déclaré le président Obama : « Nous sommes la première génération à ressentir les effets des changements climatiques et la dernière qui peut agir ».

Le temps de la politique est lent. Est-ce que cela va prendre du temps ?

En 2015, lors de la COP 21, l'Accord de Paris a été signé par 195 pays, qui se sont engagés à présenter leurs plans pour réaliser l'objectif de maintenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre les efforts pour la limiter à 1,5°C. Mais seuls vingt chefs d'État étaient présents

à la COP 24 en 2018, lorsque le GIEC a présenté le rapport qui lui avait été demandé trois ans auparavant, ce qui augure mal des engagements pris par les pays lors de la COP 21. Trois ans plus tard, la COP 24 a testé la volonté des pays après l'Accord de Paris, dans lequel l'urgence de la situation n'était pas pleinement appréciée par les dirigeants mondiaux. Plusieurs pays ont ainsi minimisé l'impact des conclusions du rapport du GIEC en refusant de le « saluer ».

Quelle que soit la manière dont il se produit, le changement arrive. Le refus d'agir rendra l'action plus urgente, et réduira la capacité des entreprises, des investisseurs et des populations à se préparer. Comme l'a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres en mai 2019, « le changement climatique est en train de courir plus vite que nous ». Certains pays et régulateurs ont déjà mis en place des changements qui ont eu, et auront, une incidence significative sur les entreprises et d'autres acteurs économiques importantes sur les entreprises - mais pas assez vite pour ralentir les émissions de GES.

Pourquoi devrais-je me soucier de mes investissements maintenant si les dirigeants politiques ne font pas encore de changements fondamentaux ?

La nouvelle génération ne se contente pas de manifester pour le changement (grève mondiale pour le climat le 15 mars 2019, mouvement Flygskam, etc), elle veut l'imposer. Si notre responsabilité envers nous-mêmes et nos enfants ne nous conduit pas à des solutions, les conséquences sur l'économie mondiale nécessiteront bientôt des changements. Les chercheurs prévoient que le coût total du changement climatique et de la pollution atmosphérique aura plus que doublé d'ici 2030 à 3,2 % du PIB mondial. Plus ces conséquences sont importantes, plus elles seront coûteuses pour la société et l'économie. Plus les surprises sont dramatiques, plus les solutions deviennent urgentes. Avec ou sans volonté sociétale ou politique plus large, les régulateurs sont déjà en train de restreindre les émissions. Le fait d'évaluer la transition énergétique peut nous aider à éviter certaines mauvaises surprises.

Qu'en est-il des investissements qui ne sont pas liés au climat ?

Il n'existe pas d'investissement qui ne dépende pas du climat ! Au risque de nous répéter, le changement climatique affecte la totalité de la chaîne de valeur de l'économie mondiale, quel que soit votre secteur d'activité. Des secteurs aussi divers que le développement de logiciels, l'hôtellerie et le tourisme ou l'industrie du sport sont impactés par cette mégatendance et pas seulement la production d'électricité. L'évaluation du risque climatique est devenue un nouvel aspect, et un aspect de plus en plus important, de l'analyse des risques et opportunités d'investissement, qui fait désormais partie de l'analyse fondamentale chez Candriam.



Comment investir pour le changement climatique ? Quelle est la place de la transition énergétique ?

Il existe deux types de réponse au changement climatique : l'atténuation et l'adaptation. Dans le cadre de l'atténuation, l'efficacité énergétique et la transition énergétique sont les principaux facteurs. Cela implique de faire évoluer l'économie mondiale vers des sources d'énergie qui émettent peu ou pas de gaz à effet de serre. Notre réseau énergétique actuel est un système complexe de technologies, d'actifs, d'investissements, de réglementations et d'enjeux sociaux. À elle seule, l'efficacité énergétique est censée représenter 44 % de la réduction des émissions mondiales de GES permettant de respecter le scénario de 2° C. L'atténuation du changement climatique s'accompagne de risques qui varient bien évidemment selon les secteurs. La transition énergétique risque de réduire la consommation de combustibles fossiles, les constructeurs automobiles seront confrontés à des limites de plus en plus strictes sur les émissions de leurs produits, tandis que les bâtiments, qu'ils soient neufs ou anciens, devront réduire leur consommation d'énergie et leurs émissions. Les opportunités d'investissement liées à la transition énergétique et à l'atténuation climatique comprennent les économies d'énergie, le stockage d'énergie et les énergies renouvelables. Les entreprises de biens d'équipement sont susceptibles de mettre au point des solutions telles que l'automatisation industrielle écoénergétique, les réseaux intelligents qui optimisent la conservation de l'énergie ou les nouvelles technologies de stockage de l'énergie pour résoudre le problème de l'approvisionnement intermittent en énergie solaire, éolienne ou hydro-électrique lorsque la météo est défavorable. Ces technologies auront un effet domino et permettront conjointement d'aboutir à des solutions à long terme pour le changement climatique. Par exemple, les technologies d'efficacité énergétique permettent de réduire la consommation d'énergie, mais elles ne répondent pas aux besoins de décarbonisation. De leur côté, les énergies renouvelables ne pourront pas satisfaire à elles seules la demande d'énergie, surtout si nous ne sommes pas capables de gérer efficacement leur stockage et leur utilisation.

Nous en sommes arrivés à un point où il y a urgence, la planète ayant passé le cap de 1°C de réchauffement. Nous ne sommes plus qu'à 0,5°C d'un scénario inconnu, dans lequel l'adaptation risque de ne même plus être une option. Les efforts d'atténuation et d'adaptation sont indissociables pour lutter contre le changement climatique, car l'adaptation est étroitement liée à l'atténuation. L'agriculture en est un parfait exemple : elle contribue largement au changement climatique, tout en y étant extrêmement vulnérable. La chaîne agro-alimentaire est responsable d'au moins 25 % des émissions de GES de l'Union européenne. Les récoltes sont pourtant extrêmement sensibles aux phénomènes météorologiques graves et autres aspects du changement climatique. Celui-ci a des effets contradictoires, comme par exemple trop d'eau et pas assez d'eau en même temps. Le développement et la vente de semences pour des cultures résistantes à la sécheresse représente une opportunité liée à l'adaptation climatique. De la même manière, l'adaptation aux inondations est à la fois un problème et une opportunité d'investissement. Un stade a ainsi été construit sur pilotis à Yokohama pour permettre l'évacuation des eaux de crue. La ville de Copenhague a un plan de gestion des pluies torrentielles, qui prévoit des espaces verts et de canaux supplémentaires pour s'adapter aux crues soudaines.

Pourquoi êtes-vous tellement passionnés par l'intégration du changement climatique dans l'analyse des cas d'investissement ?

Le changement est en train d'être demandé, voire imposé, par la nouvelle génération. Les signataires fondateurs des Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations unies, dont Candriam fait partie, ont mis en place ces principes en 2006 autant par conviction financière pratique que pour des raisons éthiques. La centaine de signataires d'origine, ainsi que les deux mille et plus signataires actuels, partagent une même conviction, à savoir que l'intégration des aspects environnementaux à la gestion des investissements permet d'obtenir de meilleurs rendements ajustés au risque.

Beaucoup de progrès ont été réalisés, et d'autres sont nécessaires, pour permettre aux investisseurs de mesurer et de comparer les résultats. Les PRI ont donné lieu à plusieurs démarches collectives de quantification des changements climatiques et d'autres facteurs sociaux, environnementaux et de gouvernance dans le cadre des activités d'investissement, comme par exemple le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (GIFCC). Plus d'une centaine de PDG ont publiquement apporté leur soutien à cette initiative. En 2017, le GIFCC a publié ses recommandations pour la déclaration volontaire et cohérente des risques liés au climat par les entreprises, sans pour autant fixer de calendrier d'adoption.

Pourquoi Candriam?

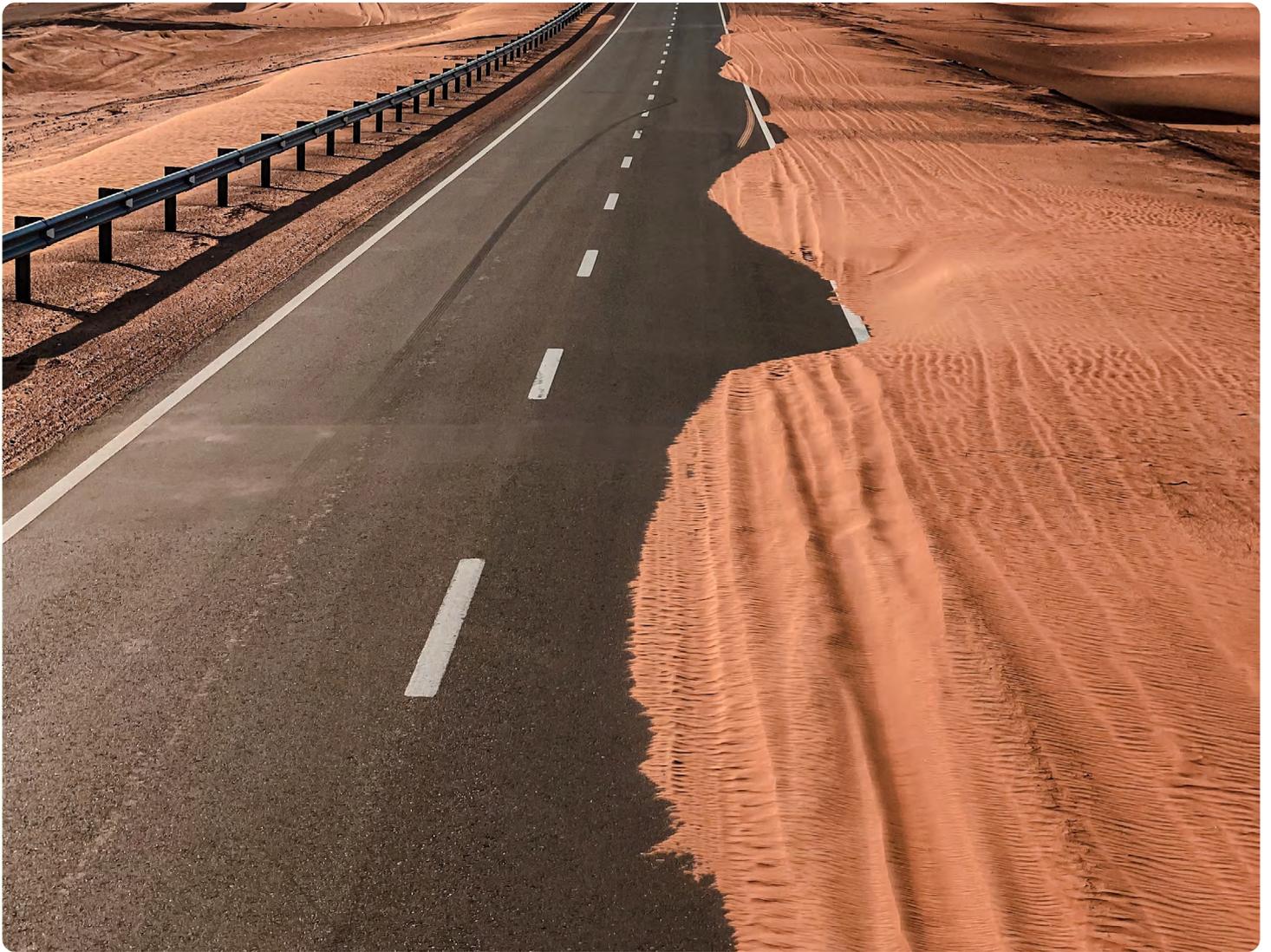
Notre nom le résume parfaitement : Candriam, « Conviction and Responsibility in Asset Management » [conviction et responsabilité dans la gestion d'actifs]. Avec plus de vingt ans d'expérience en gestion ESG et une équipe interne spécialisée dans l'analyse ESG depuis 2005, l'intégration des risques et des opportunités financières liés aux facteurs ESG fait partie de notre ADN en tant qu'investisseur. Chacun de nos collaborateurs prend en compte les risques et les opportunités liés aux changements climatiques, parce que ces risques et ces opportunités sont présents dans tous les aspects de l'économie et des marchés financiers.

Alors, la transition énergétique : ordonnée ou chaotique ?

Lent ou rapide, le problème est présent, il s'intensifie, et des solutions sont en train d'émerger en faveur d'une transition énergétique. Si elles sont coopératives, elles pourront être rapides et coordonnées. Si elles sont poursuivies de manière éparse, les solutions, et donc les risques et les opportunités, seront fragmentaires et chaotiques. Si les politiciens sont trop lents, les entreprises et les investisseurs pourraient faire avancer la situation. Lorsque le président Trump a sorti les États-Unis de l'Accord de Paris en 2017, les PDG de plusieurs grandes entreprises américaines telles que Apple, Google, Intel, Morgan Stanley, Hewlett Packard ou Levi Strauss ont immédiatement publié une lettre déclarant qu'ils continuaient de soutenir l'accord, indiquant qu'« en élargissant le marché des technologies propres innovantes, l'Accord [de Paris] est source d'emplois et de croissance économique ».

Le changement climatique est là. La transition énergétique et d'autres efforts d'atténuation sont en cours. Des stratégies d'adaptation sont en train d'être mises en place. Plus le calendrier est incertain, plus il est nécessaire d'intégrer les risques et les opportunités liées au changement climatique à toutes les analyses d'investissement.





115 Mds €

d'actifs sous gestion
au 31 décembre 2018



550+

experts
à votre service



20 ans

Leader dans
l'investissement responsable

Ce document commercial est publié pour information uniquement, il ne constitue pas une offre d'achat ou de vente d'instruments financiers, ni un conseil en investissement et ne confirme aucune transaction, sauf convention contraire expresse. Bien que Candriam sélectionne soigneusement les données et sources utilisées, des erreurs ou omissions ne peuvent pas être exclues a priori. Candriam ne peut être tenue responsable de dommages directs ou indirects résultant de l'utilisation de ce document. Les droits de propriété intellectuelle de Candriam doivent être respectés à tout moment; le contenu de ce document ne peut être reproduit sans accord écrit préalable.

Candriam recommande aux investisseurs de consulter sur son site www.candriam.com les informations clés pour l'investisseur, le prospectus et tout autre information pertinente avant d'investir dans un de ses fonds y inclue la valeur liquidative des fonds. Ces informations sont disponibles en anglais ou dans une langue nationale pour chaque pays où le fonds est autorisé à la commercialisation.



CANDRIAM. INVESTING FOR TOMORROW.
WWW.CANDRIAM.COM

CANDRIAM 
A NEW YORK LIFE INVESTMENTS COMPANY